

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 02/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SDA Négoces S.A.S.**

11 chemin de Cazaux  
47200 Marmande

Références : IC/SM/UbD24-47/2026/054  
Code AIOT : 0005202291

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SDA Négoces S.A.S. implanté Laborde Au bourg 47350 Seyches. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection rentre dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDA Négoces S.A.S.
- Laborde Au bourg 47350 Seyches
- Code AIOT : 0005202291

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Seyches du groupe Terres du Sud est spécialisé dans les silos de stockages.

Le site est une installation classée autorisée pour les rubriques 2160-2a (silos verticaux d'une capacité de 15 500 m<sup>3</sup>) et 2160-1b (silos plats d'une capacité de 10 500 m<sup>3</sup>) de la nomenclature des installations classées.

Le site fait également du stockage d'engrais (rubrique 4702) et a une cuve de gaz liquéfié pour les séchoirs (rubrique 4718).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le groupe Terres du Sud a mis en place une organisation permettant aux opérateurs d'avoir accès aux fiches de données de sécurité et a prévu les EPI nécessaires au sein de son établissement. Sur les deux FDS vérifiées, les opérateurs connaissent les risques et la dangerosité des produits utilisés.

Toutefois, des justificatifs complémentaires sont demandés à l'exploitant notamment sur l'état et la capacité de la rétention.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Sur site, 2 produits sont utilisés comme insecticides. L'exploitant précise que les fiches de données de sécurité sont disponibles sur l'intranet Terres du Sud. L'inspection demande à un opérateur de faire la démonstration : sur le poste informatique, il sort et imprime les FDS des 2 produits utilisés. La responsable QHSE précise que les agents ont passé le certificat individuel pour les produits phytopharmaceutiques (Certiphyto). L'inspection a consulté le Certiphyto des 2 opérateurs, datant du 07/03/2022 et pour une validité de 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>   Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>

Pour la manipulation des produits et les mesures à prendre en cas de déversement, il est indiqué de porter des gants de protection, des vêtements de protection, un équipement de protection des yeux et éventuellement un masque de protection respiratoire.

L'exploitant a montré tous ses équipements :

- des gants MAPA ultranitril 492, norme NF EN 374,
- blouse jetable cat. III de la marque TYVEK,
- lunette pour la protection des yeux,
- masque de marque 3M modèle 4255+ EN 405 :2001 FFA2P3 (validité 2027).

Dans le local de stockage, un extincteur à poudre (adapté aux préconisations des FDS) est présent et a été vérifié en décembre 2025.

Les produits présents sont conditionnés dans des bidons de 25 L (emballage d'origine avec étiquette, pictogramme/mention de danger) et stockés sur une rétention rouillée.

L'élimination des déchets est réalisée par la filière ADIVALOR : en attendant les périodes de collecte (en mai et novembre), les bidons vides sont mis dans des saches transparentes, et sont stockés sur le site de valorisation des déchets à COUSSAN.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant vérifie que la rétention reste bien étanche et résistante en cas de déversement du fait de la corrosion constatée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise des récipients de produits chimiques dont la contenance est inférieure à 250 L.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 14 bidons de 25 L disposés sur une rétention. Ce qui représente environ 350 L. La capacité semble limitée.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de prouver que la rétention fait 50 % de la capacité totale des bidons.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier la capacité de la rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié que l'exploitant ait bien la connaissance des incompatibilités de stockage : l'exploitant définit les grandes catégories : acide/base - comburants/inflammables et oxydants /réducteurs.</p> <p>Après vérification sur les FDS des 2 produits, il n'y a pas d'incompatibilité entre les 2 produits. Ils peuvent donc être stockés sur la même rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations</p>

classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état des stocks à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un état des matières stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois